

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 27 mai 2026

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2026

Contexte et constats

publié sur 

ATELIERS DE LA HAUTE GARONNE

ZI de Flourens

31130 Flourens

Références : 2026/312

Code AIOT : 0006802360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2026 dans l'établissement ATELIERS DE LA HAUTE GARONNE implanté ZI de Flourens 26 route de Lasbordes 31130 Flourens.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mai 2026 dans l'établissement ATELIERS DE LA HAUTE GARONNE implanté ZI de Flourens 26 route de Lasbordes 31130 Flourens.

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan de contrôle annuel des installations classées, en particulier sur la situation administrative de l'établissement et des suites données à l'inspection du 5 mars 2024.

En phase d'introduction, l'inspection a fait un point avec l'exploitant concernant les modifications apportées : transfert de l'activité de travail mécanique des métaux (atelier de frappe à chaud) dans une volonté de désengorger l'activité actuelle sur son site principal (Auriol) au site JMA. Un constat est relevé dans le présent rapport afin de mettre à jour la situation des 2 sites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATELIERS DE LA HAUTE GARONNE
- ZI de Flourens 26 route de Lasbordes 31130 Flourens
- Code AIOT : 0006802360 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'exploitation est une société de fabrication de rivets et de visserie pour l'aéronautique, comptant 190 salariés en 3x8 (environ 140 en journée).

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°82 du 26 juillet 2000, modifié par les arrêtés préfectoraux du 16 novembre 2001, du 8 octobre 2018 et du 10 juillet 2024.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Déchets, Eau de surface, Eaux souterraines

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir télédéclaré son établissement JMA sous la rubrique 2560-1 le 25 mai 2026 (référence dossier A-6-D49MSARU3).

Un travail a été engagé quant à la vérification de la conformité du site vis-à-vis de l'arrêté ministériel en vigueur du 27 mai 2015.

Comme échangé par mail et lors de cette inspection, si des demandes d'aménagement sont à faire, elles devront être notifiées dans une demande de modification de l'AIOT en ligne via un porter-à-connaissance qui sera instruit par mes services et un arrêté de prescriptions spéciales pourra être pris par la suite. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à se rapprocher des services du SDIS31 si ces modifications concernent la sécurité incendie du site. Le numéro d'AIOT sera transmis par l'inspection prochainement après enregistrement final dans nos bases de données.

De plus, plusieurs interlocuteurs ont été vus lors de cette visite d'inspection afin d'apporter des réponses quant aux contrôles réglementaires tels que les contrôles des installations électriques ou les équipements sous pression. Les différents services possèdent des moyens de suivi propres sans en faire la synthèse globale (tableur, GMAO, logiciel de suivi de contrôles...).

Il conviendrait de mettre au point un système de gestion unique quant aux suivis de l'établissement, accessible au service HSE de l'établissement afin de garantir un échange fluide et rapide avec l'inspection des installations classées.

La connaissance de l'établissement et sa bonne gestion passent par la remontée d'informations complète de chaque service à l'équipe HSE.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 1 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 3 Mois |
| 2 | Porter à connaissance | Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 7 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 3 Mois |
| 3 | Origine des approvisionnement en eau | AP Complémentaire du 10/07/2024, article 2 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 3 Mois |
| 4 | Isolement avec les milieux | Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4.2 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 5 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite d'inspection il a été relevé 5 constats, tous demandant des compléments d'informations et des actions à mettre en œuvre.


La situation administrative ayant évolué, l'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance complet et à jour afin que l'inspection puisse établir un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.

De plus, la gestion des équipements (sous pression et organes d'isolement) ne semble pas être maîtrisée totalement par le service HSE.


L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir sa gestion et son mode de remontée d'informations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| | | |
|---|---|------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 1 | | |
| Thème(s) : Situation administrative Activités et régime | | |
| Prescription contrôlée : La société Les Ateliers de la Haute-Garonne, dont le siège social est situé 26 route de Lasbordes à Flourens (31130) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter, à cette même adresse, les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 2565-2.a: revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion) de surface: Vtotbains=8740 L -> E (suite au décret n°2019-292)• 2560-1: travail mécanique des métaux et alliages: Ptot=1236 kW -> E• 2561: production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages: 19 fours -> D• 2565.3: revêtement métallique ou traitement de surface: machine Ion Vapor Deposition (IVD) -> D• 2565-4: revêtement métallique ou traitement de surface: Vtot=298 L -> D• 4130-2.b: acide nitrique: Qtot=2,322 t -> D | | |
| Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué être en cours de réaménagement de ses ateliers sur le site principal et le site JMA basé sur la commune de Flourens. L'activité travail mécanique des métaux (atelier de frappe à chaud), rubrique 2560-1, va être transférée sur le site JMA et ainsi abaisser le volume, passant d'un régime à enregistrement à un régime de déclaration sous contrôle périodique. Par ailleurs, une évolution sera apportée à l'atelier de traitement de surface (rubrique 2565-4), augmentant le volume des bains sans pour autant changer le régime de classement, l'établissement restera sous déclaration avec contrôle périodique pour cette rubrique. Un porter-à-connaissance est en cours de rédaction afin de régulariser cette situation. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un porter-à-connaissance à jour avec : <ul style="list-style-type: none">• les volumes associés à chaque rubrique, les seuils enclenchés et les justifications quant aux modifications pour son établissement ;• les plans des réseaux et ouvrages ;• les modifications induites liées à l'augmentation de cadence de production (consommation d'eau nécessaire par exemple) ;• les procédures liées aux process, à la maintenance et à la vérification des ouvrages (vannes d'isolement sur la plateforme de dépotage, vanne guillotine en amont du bassin tampon...). | | |
| Respect de la prescription : |  | |
| Type de suites proposées : | Avec suites | |
| Proposition de suites : | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | |
| Proposition de délais : | 3 | Mois |

N° 2 : Porter à connaissance

| | | |
|---|--|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 7 | | |
| Thème(s) : Situation administrative Modification d'activités - PaC | | |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. | | |
| Constats : En lien avec le constat n°1, plusieurs modifications ont été apportées sur l'établissement, modifiant ainsi le classement ICPE et la gestion des ateliers. Une première version d'un porter-à-connaissance a été transmise par l'exploitant le 5 mai 2026. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a signalé son manque de place actuel sur ses sites, l'amenant à délocaliser le stockage des matières premières chez 4 prestataires différents et engendrant ainsi des mouvements logistiques énormes. Il a été indiqué qu'une demande est en cours auprès des services de l'urbanisme et de la DDT31 pour une transformation d'un bâtiment (manège à chevaux non utilisé actuellement) en hangar de stockage. Le terrain étant classé en terrain agricole, la demande ne peut aboutir à l'heure actuelle, nécessitant une modification du PLU. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, en lien avec le constat n°1, de mettre à jour son porter-à-connaissance. Si le changement d'affectation du terrain visé pour le stockage de matières premières venait à être validé, cette modification devra être intégrée dans le porter-à-connaissance. | | |
| Respect de la prescription :  | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | | |
| Proposition de délais : 3 Mois | | |

N° 3 : Origine des approvisionnement en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques Consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Prélèvement moyen annuel |
|-------------------------|--|--------------------------|
| Réseau public AEP | Flourens | 10 000 m ³ |

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les consommations d'eau pour son établissement.

- 2024 : 11 947 m³
- 2025 : 11620 m³

L'autorisation actuelle étant de 10 000 m³.

L'exploitant a indiqué que depuis 2024, plusieurs changements au sein de son personnel ont été effectués, entraînant une perte d'information et de suivi des données.

Néanmoins, plusieurs actions ont été mises en place afin d'améliorer les connaissances de l'équipe en place, ainsi que l'automatisation du process de dégraissage, l'installation de compteurs sectoriels et un suivi hebdomadaire des compteurs. La mise en place d'un circuit fermé pour l'atelier sur PMI enrobeuse est actuellement en cours afin d'économiser encore de la ressource en eau.

La consommation en eau pour l'année 2026 devrait, après estimation sur les 5 premiers mois de l'année, ne pas dépasser la valeur autorisée.


Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées note le travail de formation de l'équipe et le plan d'actions mis en place mais rappelle qu'aucun dépassement ne sera accepté pour l'année 2026.


A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet.

L'inspection des installations classées demande de fait à l'exploitant d'anticiper les consommations d'eau pour le reste de l'année 2026 ainsi que celles qui pourraient être nécessaires si l'augmentation de cadence de production se voyait pérenniser.

Le porter-à-connaissance (cf. constats 1 et 2) devra prendre en compte cette analyse afin de mettre à jour l'APC de l'établissement en conséquence.

| | |
|-------------------------------------|---|
| Respect de la prescription : |  |
| Type de suites proposées : | Avec suites |
| Proposition de suites : | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : | 3 Mois |

N° 4 : Isolement avec les milieux

| | | |
|---|--|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4.2 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques Isolement avec les milieux | | |
| Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux pluviales des zones à risques de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs, repérés sur le plan joint en annexe 3, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. | | |
| Constats : Lors de la visite d'inspection, le système d'isolement de l'atelier de traitement de surface a été contrôlé conforme. Deux vannes guillotine sont présentes sur site en amont et aval du bassin de confinement des eaux. A date, l'exploitant a indiqué ne pas connaître le fonctionnement de ces ouvrages et ne pas avoir mis en place de procédures d'utilisation, de maintenance et de vérification. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• transmettre le plan des réseaux en lien avec le bassin de confinement et l'emplacement des 2 vannes guillotines ;• transmettre les procédures associées à leur utilisation, maintenance et vérification ;• justifier le bon fonctionnement (étanchéité) et état de ces 2 vannes. <u>A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet.</u> | | |
| Respect de la prescription : | |  |
| Type de suites proposées : | Avec suites | |
| Proposition de suites : | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | |
| Proposition de délais : | 1 | Mois |

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels Liste des équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions.

Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; [...]
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements : [...]
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; [...]

III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :


Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dossier de suivi de ses équipements sous pression.

Néanmoins, le dossier n'est pas apparu complet et répondant en tout point à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 20 novembre 2017). Certains dossiers ne sont pas à disposition de l'exploitant, celui-ci indiquant que sous couvert d'un contrat de maintenance et de vérification de leurs équipements, les documents sont gardés par le prestataire et non transmis à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'établir un dossier complet et conforme en tout point à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 20 novembre 2017).

A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet.

| | | |
|---|--|------|
| Respect de la prescription :  | | |
| Type de suites proposées : | Avec suites | |
| Proposition de suites : | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | |
| Proposition de délais : | 1 | Mois |